

EXPOSITION PERMANENTE

HISTOIRE DE L'UGT

ESPAÑA 1888



UGT.cat

memorial
democràtic



Generalitat de Catalunya
Departament de Justícia,
Drets i Memòria

Indice

L'UGT et la lutte pour les libertés et la dignité ouvrière	4
1888-1909 La classe ouvrière s'organise : naissance de l'UGT	6
1909-1921 Années de protestation	8
1921-1931 Sous la dictature de Primo de Rivera	10
1931-1936 De l'espoir à la frustration	12
1936-1939 En pleine guerre	14
1939-1976 Répression, clandestinité et exil	18
1976-1982 Avec la légalisation, la lutte syndicale se poursuit	22
1982-1988 Première force syndicale	23
1988-1994 Des années de désaccords : pour le tournant social	24
1994-2002 Vigilants face aux régressions sociales et en matière de travail	25
2002-2008 Nouveaux défis sociaux	26
2008-2016 Des alternatives pour sortir de la crise	27
2016-2024 Récupérer les droits, récupérer les personnes	28

L'UGT et la lutte pour les libertés et la dignité ouvrière

Cette exposition présente un parcours qui entrecroise, sur trois siècles différents, la lutte et l'organisation du syndicat, en passant en revue les étapes les plus importantes de son existence, depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, ainsi que les efforts déployés par l'UGT pour rendre dignes les conditions de vie et du travail des travailleurs et travailleuses.

Nous avons également voulu mettre en relief certaines des personnalités majeures de l'organisation à l'échelle tant nationale que catalane tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, et, notamment depuis l'Assemblée de Terrassa de 1976, des secrétaires généraux de l'UGT de Catalogne.

Enfin, les affiches des différents congrès de l'UGT de Catalogne nous ont permis d'évoquer certains des principaux moments du syndicat en termes d'organisation, en tant qu'outil incontournable pour mener la lutte pour les libertés et la dignité ouvrière.

Crédits :

Organisation :

UGT de Catalunya

Secrétariat National de l'UGT de Catalogne :

Cecilio Limiñana Sibina

Commissaire et coordinateur de l'exposition :

Antonio Rodríguez Galián

Direction et révision historique :

José Antonio Pozo González

Design et mise en page :

Lola Abenza Barceló

Production :

Northern Design Sustainable Brands

Remerciements :

Almudena Asenjo, David Ballester, Dani García, Francisco Riscos, Nuria Franco, Magda Gascon, Olga Giralt, Rosa M. Puig-Serra, Montse Rubio, Lourdes Prades, Carles Sánchez i Juan Zamarripa

« Aujourd'hui, de même qu'en août 1888, la grande force de l'UGT est notre pluralité. Nous sommes des personnes nées ici et venues de tous les coins du monde, qui parlons de nombreuses langues, qui ne partageons pas les mêmes opinions politiques, nous sommes issus de secteurs et de métiers différents, de toutes les couleurs de peau, de tous les genres et orientations sexuelles. Notre union est la lutte pour un travail digne et sans discriminations, dans une société démocratique et durable, dont les valeurs sont la fraternité entre personnes et peuples et la justice sociale.

Aujourd'hui, tout comme hier, face au retour du fascisme, nous croyons au dialogue pour résoudre les inégalités sociales et démocratiques parce que les accords sont ce qui génère le progrès et la cohésion sociale. C'est le métissage des cultures et des idéologies qui fera qu'un jour arrivera où les frontières seront un lieu de rencontre et nous vivrons dans un monde où il y aura de la place pour tous les mondes. »

Camil Ros, secrétaire général de l'UGT de Catalogne

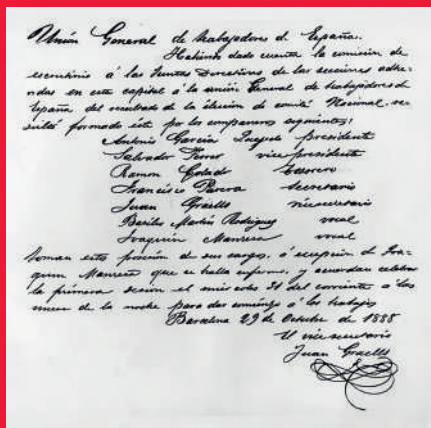


Avec le soutien de :



La classe ouvrière s'organise : naissance de l'UGT 1888-1909

En réponse à l'appel lancé par les sociétés ouvrières de Mataró et à l'occasion de l'Exposition universelle de Barcelone de 1888, le Centre ouvrier de Barcelone se chargea d'organiser un congrès ouvrier. Tenu les 12, 13, 14 et 15 août 1888 au théâtre Jovellanos de la capitale catalane, il rassembla vingt-six délégués de trente sociétés représentant 5.214 affiliés. Ainsi naquit l'UGT, l'Union générale des travailleurs.



**Procès-verbal de la première réunion de la
Commission exécutive de l'UGT, 29 octobre 1888.**

Depuis sa fondation, l'UGT concentra une bonne partie de ses efforts à tenter de réduire la journée de travail à huit heures par jour. Au début du XX^{ème} siècle, les journées étaient encore habituellement de douze heures, du lundi au samedi, ce qui empêchait les ouvriers de mener une vie saine. L'objectif des huit heures était basé sur une conception équilibrée de la vie humaine, divisée en huit heures de travail, huit heures de sommeil et huit heures de loisirs.





Le Congrès ouvrier socialiste tenu à Paris en 1889 fixa le 1^{er} mai comme journée de protestation et de revendications des droits de la classe ouvrière. En 1890, pour la première fois dans l'histoire, cette journée internationale de lutte et revendication fut célébrée. L'UGT, qui venait de naître, y vit l'opportunité de se présenter publiquement lors d'un rassemblement au théâtre Tivoli de Barcelone et une manifestation qui rassembla quelque 25.000 personnes.

Entre 1902 et 1905 71 grèves générales et 92 grèves partielles furent déclenchées et certains des acquis les plus revendiqués au siècle passé furent conquis. En 1900, les premières lois sur le travail des femmes et des enfants furent approuvées ; en 1903, l'Institut des Réformes sociales fut créé ; en 1904 la loi sur le repos dominical entra en vigueur et en 1908 fut créé l'Institut national de Prévoyance.

Manifest del Primer de Maig del 1890

Peticions presentades el 25 d'abril pels organitzadors del miting del Teatre Tivoli, que es va celebrar el Primer de Maig de 1890:

1. Limitació de la jornada de treball a un màxim de 8 hores per als adults.
2. Prohibició del treball als menors de 14 anys, i reducció de la jornada a 6 hores per als joves d'ambdós sexes de 14 a 18 anys.
3. Abolició del treball de nit, exceptuant certs treballs d'indústries la naturalesa dels quals exigeix un funcionament no interromput.
4. Prohibició del treball de la dona en tots els rams industrials que afectin en particular l'organisme femení.
5. Abolició del treball de nit de la dona i dels menors de 18 anys.
6. Descans no interromput de 36 hores, com a mínim cada setmana, per a tots els treballadors.
7. Prohibició de certs gèneres d'indústries i de certs sistemes de fabricació perjudicials per a la salut dels treballadors.
8. Supressió del treball a peu fet i per subhasta.
9. Supressió del pagament en espècies o comestibles i de les cooperatives patronals.
10. Supressió de les agències de col·locació.
11. Vigilància de tots els tallers i establiments industrials, fins i tot la indústria domèstica, mitjançant inspectors retribuïts per l'Estat i elegits, si més no la meitat, pels mateixos obrers.



**Antonio Garcia Quejido
(1856-1927)**

Typographe et militant ouvrier et socialiste. En 1886, il fut élu directeur du journal *L'Obrer*. Membre de la Commission organisatrice du Congrès fondateur de l'UGT. De 1896 à 1899 il remplaça Toribio Reoyo au poste de secrétaire du Comité national. Il participa à la constitution du Regroupement socialiste de Barcelone.



**Toribio Reoyo Barbadillo
(XIX^e siècle – 1918)**

Typographe. Il fut président, avec Garcia Quejido, de la Commission organisatrice du Congrès fondateur de l'UGT en 1888. Secrétaire du Comité de l'UGT de 1897 à 1899. En tant que premier dirigeant du socialisme en Catalogne, il fut candidat du PSOE pour la province de Barcelone aux élections générales de 1891, 1893, 1896 et 1901, mais ne fut pas élu.



**Josep Comaposada Gili
(1859-1933)**

Cordonnier. Il fut, depuis 1887, le correspondant catalan pour *El Socialista*. Il dirigea également *La Guerra Social* (1903-1904). Il participa à la fondation du PSOE et de l'UGT. De 1892 à 1894 il présida le Comité national de l'UGT. Il s'opposa au transfert du Comité national de l'UGT de Barcelone à Madrid en 1889.

1909-1921 **Années de protestation**



Pablo Iglesias dans un meeting pendant la Semaine tragique de Barcelone

Les maisons du peuple. Pendant la deuxième décennie du XXe siècle, l'UGT impulsa la création de coopératives ouvrières et de centres d'enseignement et de loisirs, comme les maisons du peuple qui jouèrent un rôle social très important.

La création de puissants syndicats industriels consolida le mouvement revendicatif à un moment où la classe ouvrière subissait un recul de ses conditions de vie, tandis que les industriels et les fabricants réalisaient d'énormes bénéfices grâce à leurs exportations vers les pays engagés dans la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, l'UGT adopta, lors de son 12^{ème} congrès tenu en 1916, le premier plan de lutte contre l'augmentation du coût de la vie.



Besteiro, Largo Caballero, Saborit et Anguiano

La grève révolutionnaire. La conflictualité atteignit son apogée le 13 août 1917, avec le déclenchement d'une grève générale révolutionnaire contre le gouvernement et contre le système électoral basé sur le caciquisme. Le syndicalisme découvrit alors son potentiel et sa capacité à influencer les décisions politiques. La grève fut durement réprimée.

Le gouvernement décréta l'état de guerre et tout le Comité de Grève – dont les membres de l'UGT étaient Besteiro, Largo Caballero, Saborit et Anguiano – fut condamné à perpétuité. L'année suivante, en 1918, l'UGT approuva lors de son 13^{ème} congrès un programme de conditions incontournables en vue de l'émancipation des travailleurs.

Dans un contexte de mobilisations et de grèves, le mercredi 5 mars 1919 Francisco Largo Caballero revendiqua auprès de l'Institut des Réformes sociales, au nom de l'UGT, l'approbation de la journée de travail de huit heures. Le 4 avril 1919, le Décret royal fut publié, faisant de cela un droit pour les travailleurs et travailleuses.



Manifestation contre la guerre au Maroc

La guerre du Maroc provoqua une vraie révolte du prolétariat barcelonais contre le système qui permettait aux enfants des riches d'être exemptés de combat en échange d'un paiement inabordable pour toute famille ouvrière. Un appel à la grève générale fut lancé en Catalogne, qui se répandit plus tard dans tout le pays.

La semaine qui suivit – connue comme la « Semaine tragique » – aboutit à l'intervention de l'armée et à une forte répression qui causa plus d'une centaine de morts, presque cinq cents blessés, des milliers d'arrestations et cinq condamnations à mort, dont celle du pédagogue Ferrer i Guàrdia.

La Révolution russe de 1917. Les idéaux de la révolution exercèrent un puissant attrait chez les prolétaires du monde entier.

Face au profond mécontentement social, les partis dynastiques qui gouvernaient l'Espagne firent de timides réformes dans le but d'empêcher la contagion révolutionnaire.

La grève de *La Canadenca* en 1919 fut l'un des exemples majeurs du triomphe du syndicalisme. Dans ce contexte, il fut possible de créer le premier système public de retraites et d'obtenir d'importantes hausses de salaire ainsi que la régulation de la journée de travail à huit heures.



Publication officielle du « Décret royal » qui approuva la journée de travail de huit heures



Virginia González Polo (1873-1923)

Maroquinière, autodidacte et grande oratrice, elle fut la première femme à faire partie de la direction nationale d'un syndicat, l'UGT. Dirigeante également du PSOE et, plus tard, cofondatrice du PCE, elle fut l'une des personnes qui lancèrent l'appel à la grève générale révolutionnaire de 1917. Remarquable lutteuse féministe, elle joua un rôle fondamental dans la tentative d'ouvrir une brèche dans l'idéologie masculine dominante au sein de son parti et de son syndicat. Elle subit également la prison et l'exil. En 1909, elle participa à l'organisation de la grève générale et fut envoyée en exil à Bayonne. Elle rentra en Espagne en 1910, l'année où à Copenhague, dans le cadre de la 2^{ème} Conférence internationale des Femmes socialistes, le 8 mars fut déclaré Journée internationale des femmes.

Notices biographiques



Pablo Iglesias Posse. (1850-1925)
Typographe, il fonda la revue ouvrière et syndicale *El Socialista* en 1886. En 1888, il fonda l'UGT et en devint le président dès 1889. Il dirigea la première manifestation du 1^{er} Mai en Espagne en 1890. En 1910, il fut élu député, le premier de l'histoire du PSOE.

Sous la dictature de Primo de Rivera 1921-1931

Le putsch de Primo de Rivera ouvrit une nouvelle parenthèse avec la suspension des droits publics. En 1923 le Comité national de l'UGT condamna le putsch militaire du général.

L'UGT essaya d'utiliser au profit des travailleurs la marge étroite que permettait le système corporatif du régime, et en 1924 Largo Caballero fut nommé membre du Conseil d'État. Cinq mois plus tôt le Conseil supérieur du travail, du Commerce et de l'Industrie avait été créé, avec Largo Caballero, Lucio Martínez, Nuñez Tomás et Pérez Infante comme conseillers.

Pablo Iglesias mourut le 9 décembre 1925. Ses funérailles, où 150.000 personnes vinrent l'accompagner, furent la plus grande manifestation jamais vue en Espagne.



Enterrement de Pablo Iglesias



Congrès extraordinaire de l'UGT, 1927



Au centre de la photo, Largo Caballero

Toutefois, la collaboration se brisa en 1927, quand les membres de l'UGT et les socialistes refusèrent d'obéir aux règles du jeu du dictateur. Le chemin qui devait mener à la liquidation du système politique de la Restauration et de la monarchie elle-même était alors ouvert. En 1929, l'UGT rompit définitivement avec le Directoire.

Les graves conflits du travail de ces années, tels que la grève minière de 1927 et les protestations universitaires de 1929, illustrent le sentiment général contre le régime. La dictature et la situation de semi-clandestinité eurent un impact sur l'affiliation et l'activité organique du syndicat. Trois congrès furent néanmoins tenus, et en 1930 se constituèrent les Fédérations nationales de l'Industrie du bâtiment ; celle de l'Industrie manufacturière, textile et métiers annexes, ainsi que la Fédération des travailleurs de la terre.



Comité exécutif de l'Internationale ouvrière de Marseille

Notice biographique



Francisco Largo Caballero (1869-1946)

Stucateur de profession, il adhéra en 1890 à l'UGT et en 1893 au PSOE. Il fut l'un des premiers conseillers municipaux du parti dans la mairie de Madrid en 1905. Il soutint également la ligne de collaboration avec la dictature de Primo de Rivera. Après la proclamation de la Seconde République, il fut nommé ministre du Travail du gouvernement provisoire et, plus tard, fut partisan de la grève révolutionnaire de 1934. En septembre 1936, il présida le Conseil des ministres de la République.

De l'espoir à la frustration 1931-1936



Proclamation de la Seconde République à la place Sant Jaume de Barcelone

L'avènement de la Seconde République concentra les espoirs du mouvement ouvrier.

Les contributions de l'UGT furent cruciales, notamment lorsque Largo Caballero occupa le poste de ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. À cette occasion, d'importantes mesures furent mises en place pour favoriser la condition ouvrière et celle des travailleurs ruraux, comme la ratification du principe de négociation collective et du droit de grève, la restauration de la journée de huit heures, la régulation de l'égalité de rétribution et des tâches entre les sexes, les assurances de maternité et des accidents du travail, etc. Lors du premier gouvernement catalan, un membre de l'UGT, Salvador Vidal Rosell, occupa le ministère du Travail et, plus tard, celui du Développement et de l'Agriculture. L'UGT, une fois la Seconde République proclamée, comptait plus d'un million d'affiliés.

« Cette république espagnole qui naît maintenant et dont nous devons être les gardiens vigilants, est quelque chose qui nous appartient essentiellement puisqu'elle est née sous notre protection et c'est sous notre protection qu'elle doit s'affirmer et se perfectionner dans l'avenir. »

UGT. Manifeste du 1er Mai 1931

La victoire électorale de la droite en novembre 1933 réduit à néant tous les efforts déployés par le gouvernement républicain socialiste. Des secteurs de l'UGT et du PSOE prônèrent pour la conquête du pouvoir par le biais de l'action révolutionnaire d'octobre 1934.

L'insurrection fut durement réprimée. Le gouvernement de la Généralité fut arrêté. Largo Caballero et d'autres dirigeants furent emprisonnés et les maisons du peuple furent clôturées. En février 1936, le Front populaire remporta les élections. Son programme réclamait la liberté de tous les détenus et la réadmission des ouvriers licenciés à la suite des événements d'octobre.

En mars 1933, le 9^{ème} congrès de la Fédération régionale de l'UGT approuva la constitution du Secrétariat de Catalogne de l'UGT, dont Vila Cuenca fut le secrétaire général. Ce congrès fut le premier de l'UGT de Catalogne.

Cependant, la polarisation sociale ne cessait d'augmenter et au printemps 1936 un coup d'État fasciste fut déclenché contre le gouvernement légitime de la République. L'UGT et la CNT appelèrent à une grève générale. Le coup d'État fasciste échoua dans les principales villes telles que Madrid, Barcelone et Valence. Les organisations ouvrières assumèrent une grande partie des fonctions réservées aux autorités légales, bientôt dépassées par les événements. La guerre civile venait d'éclater.



Proclamation de la Seconde république à Madrid



Manifestation pour la liberté des détenus, 1934

1936-1939

En pleine guerre



« C'est en Espagne que ma génération a appris que l'on peut avoir raison et être vaincu, que la force peut détruire l'âme et que parfois le courage n'obtient pas de récompense. »

Albert Camus

La réponse populaire au coup d'État fasciste adopta la forme d'une révolution ouvrière. Là où le soulèvement militaire échouait, les organisations ouvrières prenaient le contrôle de la situation. A Barcelone, le 21 juillet 1936, le Comité central des milices antifascistes fut créé avec la participation de trois représentants de l'UGT. Cet organisme exerça pendant son existence une autorité parallèle à celle du gouvernement de la Generalitat.

Dans toute la zone qui demeura sous le contrôle du gouvernement de la République, une série de transformations révolutionnaires furent mises en œuvre. Les syndicats y jouèrent un rôle de premier plan. Au milieu d'une guerre et d'une révolution, les syndicats prirent le contrôle des industries et des services essentiels. Ils garantirent l'approvisionnement de la population, la production fut relancée et une force volontaire – les milices antifascistes – fut organisée pour combattre les militaires révoltés.

La première colonne de miliciens organisée par l'UGT partit vers l'Aragon le 24 juillet. Elle était commandée par le secrétaire général Del Barrio et par Trueba, dirigeant de la FOSIG. En septembre 1936, l'UGT avait mobilisé quelque trois mille miliciens.

En septembre 1936, Largo Caballero fut élu président et ministre de la Guerre. Il dirigea deux cabinets, le premier avec l'UGT et les partis du Front populaire, et le deuxième en novembre 1936, où il fit entrer quatre membres anarchistes, dont Frederica Montseny. Le gouvernement entreprit l'organisation de l'Armée populaire et la formation des six premières brigades mixtes, qui remplacèrent les milices populaires. Ce processus culmina l'année suivante.



Instructions sur les collectivisations et le contrôle



Miliciennes lisant une lettre

Le moment culminant de l'UGT de Catalogne pendant la guerre civile coïncida avec la tenue du 3^{ème} congrès en novembre 1937, qui ratifia l'autonomie de l'organisation catalane et où Miquel Ferrer fut élu secrétaire général. Le syndicat comptait 594.463 affiliés encadrés dans 2.146 syndicats.

L'éclatement de la guerre provoqua une affluence massive de travailleurs vers les organisations ouvrières. Le Centre autonomiste de vendeurs du commerce et de l'industrie (CADCI) ou la Fédération ouvrière des syndicats de l'industrie gastronomique (FOSIG), accordèrent l'adhésion à l'UGT. Des dizaines de syndicats autonomes (à Sabadell, à Manresa, etc.) décidèrent de faire de même.

À la suite des événements de mai 1937, qui constituent l'exemple le plus dramatique de la division du bloc antifasciste en Catalogne, les affrontements armés se généralisèrent. Seulement à Barcelone, ils causèrent plus de 200 morts, dont Antoni Sesé, secrétaire général de l'UGT de Catalogne. En mai 1937, également, Largo Caballero fut contraint de démissionner de son poste de chef du gouvernement de la République, pour avoir critiqué l'influence excessive des conseillers soviétiques.

Représentée sans interruption au gouvernement de la Generalitat depuis sa constitution en septembre 1936, l'UGT atteignit son influence la plus importante tout au long de son histoire au sein des classes ouvrières et, par conséquent, eut un impact énorme sur la vie économique et politique du pays. L'UGT avait obtenu la reconnaissance d'un statut propre. Toutefois, la défaite de la guerre civile interrompit cette évolution, provoquant de graves séquelles de répression et de fragmentation interne, et ouvrant une longue parenthèse de plus de 30 ans jusqu'à ce que l'UGT puisse se reconstituer en tant que syndicat de masse.



Miliciens en formation



Largo Caballero au front

Répression, clandestinité et exil 1939-1976

En 1939, la défaite de la Seconde république obligea des milliers de militants à traverser la frontière et à s'exiler ; la plupart se retrouva dans des camps de concentration. Les militants qui ne purent pas partir subirent la répression extrême du fascisme : des milliers d'entre eux furent emprisonnés, dépurés de leurs postes, métiers et emplois, et d'autres furent fusillés.

Ceux qui parvinrent à s'enfuir essayèrent de maintenir l'organisation au minimum vital. En 1940, l'UGT de Catalogne se divisa entre le secteur communiste proche du PSUC, dirigé par Vidiella i Moix, et le secteur socialiste de Miquel Ferrer, élu secrétaire général en pleine guerre civile.

Jusqu'en 1973, l'UGT a tenu douze congrès à l'exil. En décembre 1949, l'UGT a cofondé la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL).

La première réorganisation interne fut impulsée pendant les années 1940 par des militants socialistes et des militants du POUM. En 1951, Ramon Porqueras fut nommé secrétaire général de l'UGT de Catalogne avec Ramon Morera, issus tous les deux du Mouvement socialiste de Catalogne (MSC).

Néanmoins, deux ans plus tard, ils furent arrêtés et emprisonnés. Après sa fuite en France, Porqueras continua d'exercer son poste de secrétaire en exil. Entre 1945 et 1953, jusqu'à cinq comités exécutifs de l'UGT agissant dans la clandestinité furent arrêtés et emprisonnés.



Traversée de la frontière



12^{ème} Congrès national (en exil)

Dès la moitié des années 1950 et jusqu'à la mort du dictateur en 1975, l'Espagne assiste à l'émergence de plusieurs grèves qui débouchent sur des vagues d'arrestations et de tortures. La grève des tramways à Barcelone en mai 1951 est la première mobilisation à être massivement suivie pendant le franquisme. En 1962 a lieu le premier grand mouvement de grèves contre le régime franquiste dans le secteur minier des Asturies. Malgré la répression, ce mouvement menant à la récupération des libertés était incontournable.

Des mobilisations aux Asturies dans les années 1960 jusqu'aux années 1970, la lutte anti-franquiste se généralise grâce à un puissant mouvement ouvrier.

Dans la phase finale de la dictature, l'UGT met en place une stratégie basée sur la lutte pour la démocratie et la liberté syndicale, la récupération du rôle de l'UGT dans le mouvement ouvrier et la construction du socialisme.

En 1971 le 11^{ème} Congrès de l'UGT en exil décide de la nouvelle composition de l'exécutif, formé essentiellement de membres de l'intérieur. Nicolás Redondo est nommé secrétaire général. En février 1973 a lieu le congrès constituant de la Confédération européenne des syndicats (CES) et l'UGT y assiste en tant qu'organisation affiliée à la CIOLS. En avril 1976 le 30^{ème} Congrès se tient à Madrid.



Manifestation en exil



Congrès de Terrassa, 1976

L'UGT de Catalogne tient l'Assemblée de Terrassa le 20 juin 1976. Cette assemblée marque la refondation du syndicat en Catalogne. Luis Fuertes est élu secrétaire général, poste qu'il occupe jusqu'en février 1982, date à laquelle il est remplacé par Valentín Antón. Le 28 avril 1977 les syndicats UGT, CCOO et USO sont légalisés. La continuité historique de l'UGT, après la longue nuit du franquisme, est ainsi garantie. Dès 1977, le recensement d'adhésion à l'UGT atteint les 60.000 cartes de membre.

Joaquim Jou Fonollà (1917-1997)

Ouvrier graphiste, il fut arrêté à la fin de la guerre et interné dans un camp de concentration dont il parvint à s'enfuir. Il rentra en Espagne en 1942 où il fut condamné à plusieurs reprises. En 1960 il rejoignit l'organisation socialiste clandestine de Barcelone, et fit partie de l'UGT et de la Fédération catalane du PSOE. Il fut aussi membre du Comité exécutif de l'UGT entre 1973 et 1976.

Ramon Porqueras Fonfría (1925-2008)

Employé de banque, il fut nommé secrétaire général de l'UGT de Catalogne en 1951, avec Ramon Morera Martí. Tous les deux furent arrêtés pendant la rafle contre les dirigeants de l'UGT et du PSOE à Madrid en 1953. Profitant de leur situation de liberté conditionnelle, les deux dirigeants ont fui vers la France, où Porqueras a dirigé en 1957 la reconstruction du Secrétariat régional de l'UGT de Catalogne en exil.

Notices biographiques

Ramón Gutiérrez Montes (1903-1989)

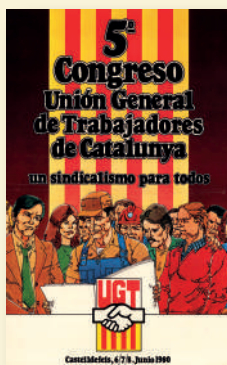
Technicien mécanicien, membre de l'UGT et affilié au Parti républicain radical socialiste. Il fut élu conseiller municipal de La Felguera-Langreo (Asturies) lors de l'élection municipale d'avril 1931. Après la Guerre civile, il fut condamné à trois peines de mort, commuées en peines d'emprisonnement. En 1944, à la sortie de prison, il adhéra à l'organisation socialiste clandestine. En 1969, il fut à la tête de l'UGT comme délégué « permanent » à l'intérieur.

1976-1982

Avec la légalisation, la lutte syndicale se poursuit



4^{ème} Congrès, 24-26 février
1978 à Barcelone



Affiche du 5^{ème} Congrès, 6-8
juin 1980 à Castelldefels

Après les premières élections démocratiques le 15 juin 1977, Josep Tarradellas, le président de la Generalitat provisoire, constitue son gouvernement dans le processus de récupération de l'autonomie gouvernementale de la Catalogne. Le membre de l'UGT Joan Codina est élu ministre du Travail.

La Constitution est approuvée en 1978 et la fête du Premier mai est reprise. De même, le 31^{ème} Congrès de l'UGT a lieu à Barcelone. Le syndicat et ses cadres se consolident peu à peu. Dans cette nouvelle situation, l'UGT entreprend une collaboration avec d'autres syndicats et avec le gouvernement en vue de créer un cadre démocratique pour les relations du travail.

En 1979 l'UGT signe avec la CEOE (organisation d'employeurs) l'Accord de base interconfédéral (ABI), précurseur direct du Statut des travailleurs qui sera approuvé en 1980 et est basé sur la négociation collective. Le 5 janvier 1980, l'UGT et la CEOE signent l'Accord-cadre interconfédéral. Un an plus tard, l'UGT, les CCOO, la CEOE et le gouvernement signent l'Accord national sur l'emploi (ANE).

Cette stratégie de pactes et de concertation a été très critiquée par d'autres syndicats, mais elle a permis à l'UGT de participer en première ligne aux transformations sociales, économiques et légales de la transition.

Notice biographique



Luis Fuertes Fuertes (1948-2018)

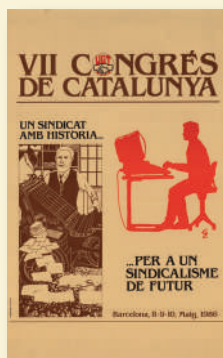
Travailleur chez Hispano-Olivetti, il adhère à l'UGT en 1968 et réorganise la Fédération du Métal de la Catalogne. Lors de l'assemblée tenue à Terrassa le 20 juin 1976, il est élu secrétaire général de l'UGT, poste qu'il occupe jusqu'en 1982 et depuis lequel il impulsa la réorganisation du syndicat. Lors des élections générales de 1977 et 1979, il est élu député du PSC pour la circonscription de Barcelone.

1982-1988

Première force syndicale



Affiche du 6^{ème} Congrès, 1-3 juillet 1983 à Barcelone



Affiche du 7^{ème} Congrès, 8-10 mai 1986 à Barcelone

La victoire électorale du PSOE en 1982 nourrit de grandes attentes de changement. L'UGT sort renforcée des résultats des élections syndicales et consolide sa position de première force. Dans ce contexte, le gouvernement met en œuvre des politiques basées sur une nouvelle perspective sociale qui donnent lieu à des avancées en matière de droits sociaux et du travail. Cependant, la réforme des retraites de 1985, menée par le gouvernement sans respecter les accords préalables et comportant de fortes coupes budgétaires, a marqué une étape d'éloignement du PSOE.

Ce processus a un impact important sur l'UGT de Catalogne et Justo Domínguez, élu en 1983 au poste de secrétaire général pour diriger la reconstruction du syndicat à l'époque de la transition, démissionne de son poste. Une commission de gestion est alors nommée et elle gouverne l'organisation jusqu'au congrès de 1990.

Notices biographiques



José Valentín Antón (1941)

Métallurgiste et électricien. En 1962, il adhère à l'UGT et aux Jeunesses socialistes et se consacre à la réorganisation de la Fédération catalane du PSOE, qu'il représente à l'Assemblée de Catalogne. Membre de la Commission exécutive confédérale issue du 30^{ème} Congrès de l'UGT de Madrid de 1976, il est élu secrétaire général de l'UGT de Catalogne six années plus tard. Lors des élections catalanes de 1979 et 1982 il est élu député pour le PSC dans la circonscription de Barcelone.



Justo Domínguez de la Fuente (1940-2011)

Travailleur de l'entreprise Transports de Barcelone, il est élu jury d'entreprise du Syndicat vertical franquiste et en 1975 adhère à l'UGT et à la Fédération catalane du PSOE. Il a également été secrétaire du transport de l'UGT de Catalogne et, de 1983 à 1990, secrétaire général de l'UGT de Catalogne. Il a été député du PSC pour Barcelone au Parlement de Catalogne de mai 1984 à avril 1989.

1988-1994 Des années de désaccords : pour le tournant social

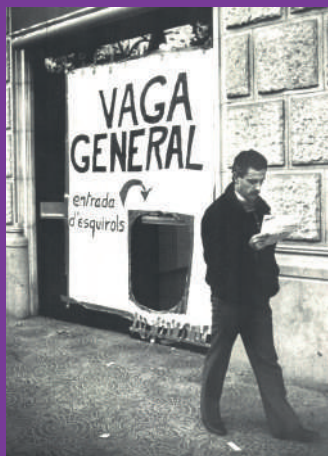
À partir de la moitié des années 1980, la conjoncture économique devient plus favorable ; mais elle ne se traduit pas par des améliorations et des compensations pour les années précédentes d'austérité et de concertation sociale. Le mécontentement des citoyens donne lieu à la grève générale du 14 décembre 1988, qui paralyse le pays et devient la mobilisation syndicale la plus importante de l'histoire de la démocratie.

En mai 1990, lors du 8ème Congrès de l'UGT de Catalogne, Josep M. Álvarez est élu secrétaire général. Une nouvelle étape de consolidation définitive du syndicat s'ouvre alors. Álvarez est ensuite réélu à plusieurs reprises jusqu'au 14ème Congrès.

L'organisation se définit comme un syndicat de classe, d'orientation socialiste, pluriel, autonome et national, qui façonne une gauche sociale et qui utilise la concertation comme méthode pour obtenir des avancées sociales.

Le syndicat continue à se consolider aussi bien dans les aspects organisationnels que dans la projection sociale et nationale et dans le respect de la diversité.

Tout au long des années 1990, caractérisées par l'unité d'action et l'entente entre l'UGT et les CCOO, l'appel commun aux grèves se poursuit pour protester contre la politique économique du gouvernement de Felipe González qui culmine avec la grève de janvier 1994.



Grève générale du 14-D



8ème Congrès, 3-5 mai 1990 à Barcelone

Vigilants face aux régressions sociales et en matière de travail

1994-2002

Lors du 36^{ème} Congrès confédéral de l'UGT, Cándido Méndez est élu secrétaire général. En 1996, le Parti Populaire (PP) remporte les élections et José María Aznar devient président du gouvernement. En 1998 l'UGT tient son 37^{ème} congrès avec pour slogan « L'UGT pour les 35 heures. Emploi et Solidarité ». Durant le premier mandat du gouvernement d'Aznar, le syndicat démarre des mobilisations en faveur de la semaine de 35 heures de travail et pour une amélioration de la protection des chômeurs.

Parallèlement, l'UGT de Catalogne, surtout à partir de son 10^{ème} congrès, montre sa volonté de miser sur un syndicat ouvert et pluriel, reflétant le pays et sa pluralité idéologique et politique. La composition de ses instances de gouvernance intègrent des membres issus de différents courants idéologiques représentatifs de la classe ouvrière catalane.

En avril 2002, le gouvernement d'Aznar livre aux syndicats le document « Mesures de réforme de la protection contre le chômage et de la Loi de base de l'Emploi », qui contient des coupes budgétaires injustifiables. Les manifestations du 1er Mai de cette année demandent le retrait de ces mesures. Le gouvernement d'Aznar les approuve par décret et un appel à la grève générale est lancé le 20 juin contre ce décret unilatéral, connu sous le nom de « decretazo », et en octobre, plus de 500.000 syndicalistes se concentrent à Madrid. Le gouvernement du PP fait alors marche arrière et accepte la plupart des modifications exigées par les syndicats.



De la gauche sur la droite:

Affiche du 9^{ème} Congrès, 20-22 avril 1995 à Barcelone

Affiche du 10^{ème} Congrès, 17-20 mars 1998 à Gérone

Notice biographique



Josep M. Álvarez Suárez (1956)

Travailleur de La Maquinista Terrestre i Marítima, il adhère à l'UGT en 1975. Trois ans plus tard il est élu secrétaire d'organisation de la Fédération métallurgiste de l'UGT de Catalogne. De 1980 à 2016, il a été secrétaire général de l'UGT de Catalogne, un poste qu'il a occupé jusqu'à la fin de son mandat. Pendant son mandat il a piloté la transformation du syndicat en une organisation moderne, politiquement autonome et plurielle. En 2016 il a été élu secrétaire général confédéral de l'UGT.

2002-2008

Nouveaux défis sociaux

L'UGT contre la guerre. En 2003 des manifestations ont lieu contre la guerre en Irak et le soutien du gouvernement Aznar à la coalition dirigée par les États-Unis. Des millions de citoyens et de citoyennes exigent la démission du gouvernement, très fragilisé après la crise de déversement de pétrole du Prestige. En mai Cándido Méndez est élu président de la Confédération européenne des syndicats.

La crise financière de 2008 devient politique et sociale. Progressivement, les différents gouvernements font payer à la classe ouvrière les conséquences de politiques économiques irresponsables qui provoquent un grand mouvement d'indignation dans la rue.

L'UGT reprend le mécontentement et promeut de nombreuses initiatives cherchant à pallier les effets de cette crise en défendant les droits du travail et des services publics. Des milliers de personnes envahissent les rues des villages et des villes pour défendre les emplois et protester contre les coupes budgétaires.



Affiche du 11^{ème} Congrès, 19-22 mars 2002 à Tarragone



Affiche du 12^{ème} Congrès, 20-22 juin 2005 à Lérida

Des alternatives pour sortir de la crise 2008-2016

Droits sociaux, droits nationaux. Le 10 juillet 2010, le syndicat participe à une manifestation massive avec pour slogan « Nous sommes une nation. Nous décidons ». Lancée par la plupart des partis parlementaires, les syndicats et près de 1.600 associations, cette manifestation fait suite à la décision de la Cour constitutionnelle de 2006 concernant le Statut de la Catalogne.

En décembre 2010, Convergència i Unió (CiU) gagne les élections au Parlement de Catalogne et commence à mettre en place une politique de coupes budgétaires qui soulève des protestations généralisées. L'UGT participe activement à la plateforme « Prou Retallades » (« Arrêtez les coupes budgétaires ! »), qui lance un appel à la première mobilisation le 14 mai 2011. L'UGT est également à l'origine, avec d'autres organisations, de la loi contre les expulsions forcées. La réponse syndicale à la crise consiste à organiser trois grèves générales. En mai 2010, le gouvernement de Rodríguez Zapatero opère un tournant dans les politiques économiques en annonçant une réduction de 5% du salaire des fonctionnaires, ce qui provoque un appel à une grève dans le secteur public le 8 juin. En même temps, il promulgue la première réforme du travail qui réduit les droits du travail et annonce une réforme des retraites dictée par l'UE. La riposte syndicale est la grève générale du 29 septembre 2010.

En janvier 2012, le Parti populaire impose une nouvelle réforme du travail qui va à l'encontre des principes du 2^{ème} Accord pour l'emploi et la négociation collective 2012-2014, ce qui provoque une nouvelle grève générale le 29 mars 2012. La même année, face à l'impulsion des politiques d'austérité et aux coupes sociales, l'UGT, les CCOO et d'autres organisations lancent un appel à une nouvelle grève générale le 14 novembre.



Affiche du 13^{ème} Congrès,
21-24 avril 2009 à Barcelone



Affiche du 14^{ème} Congrès,
24-26 avril 2013 à Barcelone

2016-2024

Récupérer les droits, récupérer les personnes

Lors du 42^{ème} Congrès confédéral de mars 2016, Josep M. Àlvarez est élu nouveau secrétaire général de la UGT, remplaçant ainsi Cándido Méndez à la tête de l'organisation pendant vingt-deux ans. Ce Congrès marque un tournant dans le fonctionnement du syndicat, qui entame alors un processus de transformation et de modernisation pour s'adapter pleinement au XXI^e siècle.

La stabilité de l'organisation, son impact sur les questions sociales, ainsi que l'impulsion donnée dans le maintien et la récupération ultérieure des droits ont apporté de la continuité. Lors du 43^{ème} Congrès tenu à Valence en 2021, Josep M. Àlvarez a été réélu à un large consensus interne. Le mandat actuel a été axé sur la récupération de l'écart de l'IPC comme référent de la revalorisation des retraites, sur la hausse du salaire minimum de 37% (1.080 euros mensuels) et sur le recul des aspects les plus nuisibles de la réforme du travail imposée par la droite en 2012.

En 2016, l'UGT de Catalogne tient à Terrassa son 15^{ème} Congrès national. Après vingt-sept ans de leadership de Josep M. Àlvarez au sein du syndicat catalan, Camil Ros est élu secrétaire général à une vaste majorité. Le pays a en effet vécu l'une des époques les plus troublées de son histoire récente et les défis du syndicat ont été de maintenir l'unité et la cohésion internes, tout en représentant efficacement les intérêts des travailleuses et des travailleurs catalans dans le contexte du Processus politique catalan.

Le conflit territorial a été suivi de la pandémie de la Covid-19, une époque où le syndicat s'est efforcé de fournir aux travailleurs et travailleuses de Catalogne les outils et mécanismes nécessaires pour préserver leurs emplois tout en garantissant la protection sanitaire et sociale indispensable.

En 2020, un semestre plus tard en raison de la pandémie, l'UGT de Catalogne tient son 16^{ème} Congrès national, où Camil Ros est réélu secrétaire général à une large majorité. Les défis de l'actuel mandat ont été de récupérer le marché du travail affecté par la pandémie, de récupérer et d'avancer sur les droits supprimés, mais surtout de donner un élan social aux politiques de la Catalogne, le tout basé sur trois axes d'activité du syndicat tournant autour des nouvelles formes d'égalité et des féminismes, de la protection et de la récupération de l'environnement ainsi que de la lutte sociale et du travail, représentés par les trois couleurs qui président à notre iconographie : le violet, le vert et le rouge.



Affiche du 15^{ème} Congrès, 6-9 avril 2016 à Terrassa



Affiche du 16^{ème} Congrès, 16-17 décembre 2020 à Barcelone

Notice biographique



Camil Ros Duran (1972)

Employé de bureau dans différentes entreprises du bâtiment, il adhère à l'UGT en 1996 en tant que cofondateur d'Avalot-Joves de l'UGT de Catalogne. De 1998 à 2008 il est le secrétaire général de l'UGT des contrées de Gérone. Depuis 2008 il fait partie du Secrétariat national de l'UGT de Catalogne, et en 2016 il est élu secrétaire général de l'UGT de Catalogne.

